

UNION DES COMORES

L'Union des Comores est une République constitutionnelle, multipartite d'environ 732.000 habitants. Le pays est composé de trois îles : Grande Comore, Anjouan et Mohéli et réclame une quatrième île, Mayotte, qui est sous administration française.

En mai 2006, les comoriens ont élu Ahmed Abdallah Mohamed Sambi comme Président de l'Union dans des élections que les observateurs internationaux ont déclaré comme étant libres et justes. Ce fut la première passation de pouvoir qui se soit déroulée de manière démocratique et pacifique dans l'histoire du pays.

Le 25 mars 2008, l'Armée Nationale de Développement avec l'appui de l'Union Africaine a lancé avec succès une action militaire sans effusion de sang aboutissant à la destitution du président d'Anjouan, Mohamed Bacar et à sa fuite. Mohamed Bacar avait gouverné l'île d'Anjouan par la force depuis qu'il s'est déclaré vainqueur d'une élection illégale en juin 2007. Le 29 juin 2008, Moussa Toybou a été élu président d'Anjouan dans des scrutins libres et justes.

Après le 25 mars 2008, les autorités civiles en Grande Comore, Mohéli et Anjouan ont maintenu un contrôle effectif sur les forces de sécurité.

En général, le gouvernement de l'Union a respecté les droits de l'homme et des citoyens dans les îles qui sont sous son contrôle effectif, à savoir Grande Comore et Mohéli et à Anjouan après le 25 mars 2008 bien qu'il y ait eu certains domaines de préoccupation. Dans les trois îles des rapports ont signalé des problèmes relatifs aux mauvaises conditions carcérales ; aux restrictions sur la liberté de mouvement, de la presse et de la religion ; à la corruption parmi les hauts responsables du pays ; à la discrimination contre les femmes ; à l'abus contre les enfants et au travail des enfants.

Jusqu'au 25 mars 2008, le régime de Bacar a détenu et emprisonné arbitrairement tous ceux qui le critiquaient et a restreint la liberté de mouvement et d'association.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

CHAPITRE 1 : Respect pour l'Intégrité de la Personne, dont la liberté par rapport à :

a. L'assassinat arbitraire ou extrajudiciaire

Aucun rapport n'a indiqué que le gouvernement ou ses agents aient perpétré des assassinats arbitraires ou extrajudiciaires.

Les représentants de la société civile à Anjouan ont reporté que le 7 mars 2008 Mme Nadiati Soimaddine est morte suite à des blessures causées par des tortures qu'elle a subies quelques jours auparavant perpétrées par les agents de sécurité de Mohamed Bacar. Mme Soimaddine était accusée de soutenir le Président de l'Union, Mr Sambi.

b. La disparition

Aucun rapport n'a indiqué de disparitions à caractère politique ; toutefois, à Anjouan avant le 25 mars 2008, Mohamed Bacar a détenu illégalement plus de 300 personnes qui se sont opposées à lui, ou ont émis des critiques à son encontre et plusieurs d'entre elles ont été détenues incognito.

c. La torture, les autres traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants

La constitution et la loi interdisent de telles pratiques, et aucun rapport n'a indiqué que des responsables gouvernementaux y ont eu recours en Grande Comore ou à Mohéli ; cependant, avant le 25 mars 2008, les gendarmes à Anjouan ont été responsables de viol, torture, détention illégale et exil forcé.

La Fondation Comorienne des Droits de l'Homme (FCDH) a interrogé des victimes du régime de Bacar entre le 7 et le 10 avril 2008 et a réuni des preuves afin de poursuivre en justice les membres du régime de Bacar à la fin de l'année. La plupart des cas concernaient la torture des détenus.

Par exemple, le 14 janvier, les forces de sécurité de Bacar ont procédé à l'arrestation de Mohamed Attoumane pour avoir écouté une émission à la radio nationale. Mohamed Attoumane a été torturé et relâché le jour suivant.

Le 07 février, les forces de Bacar ont détenu et torturé Soulaïmana Bacar ainsi que plusieurs de ses amis. Soulaïmana a eu une jambe et un bras cassés et a été retenu incognito et transféré entre différentes locations inconnues avant sa libération le 24 février.

Le 15 février, les forces loyales de Bacar ont détenu arbitrairement et battu Mr Attoumane Houmadi et l'ont retenu en prison jusqu'au 21 février lorsque sa famille a payé pour sa libération.

Parmi les personnes relâchées pendant l'année, certaines ont été détenues durant des mois par les forces de sécurité du régime de Bacar. Par exemple, Abdallah Ahmed Ben Ali, a été arrêté arbitrairement en juin 2007 et il a été torturé et détenu jusqu'au 25 mars 2008, jour de sa libération.

✓ **Les conditions dans les prisons et centres de détention**

Les conditions carcérales ont continué à être mauvaises; les problèmes communs comprenaient les assainissements inadéquats, la surpopulation, les installations médicales inadéquates, et le mauvais régime alimentaire. Les autorités ont mis ensemble des prévenus et des condamnés.

Certains rapports montrent que les prisons à Anjouan sont surpeuplées et parfois des prisonniers étaient détenus dans des conteneurs et ce jusqu'au 25 mars jour de la libération d'Anjouan. Après l'opération militaire à Anjouan, tous les prisonniers politiques ont été relâchés

Le gouvernement a autorisé les visites des observateurs des droits de l'homme. Dans une visite qui a eu lieu au mois d'août, une organisation internationale a confirmé que le gouvernement de l'Union répond aux normes internationales pour la détention des membres du régime de Bacar en Grande Comore.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La constitution et la loi interdisent l'arrestation et la détention arbitraire et, en général le gouvernement a respecté ces interdictions en Grande Comore et à Mohéli. Cependant, durant l'année, le gouvernement de l'Union a détenu des dirigeants politiques et militaires issus du régime de Bacar accusés de crime contre l'Etat.

Avant le 25 mars 2008, le régime de Bacar a arrêté arbitrairement des centaines de personnes (voir chapitre 1.e.)

✓ Rôle de la Police et du Système de Sécurité

Six corps distincts des forces de l'ordre ont fait des rapports auprès de quatre différentes autorités. Les forces militaires de l'Union incluent l'Armée Nationale de Développement (AND), la Gendarmerie et la Direction Nationale de la Sûreté du Territoire (DNST - immigration et douanes). Les forces séparatistes de la gendarmerie à Anjouan ont été réintégrées dans la structure de l'Union. Chacune des trois îles dispose aussi de sa propre force de police locale sous l'autorité de chaque Ministère de l'Intérieur de l'île.

La force de police a été constamment entachée de corruption. Des citoyens ont versé des pots-de-vin pour contourner des règlements douaniers, éviter de se faire arrêter, falsifier des rapports de police. Le personnel de la police verse également des pots-de-vin pour bénéficier d'une promotion dans la force de police. L'impunité continue à être un problème, puisqu'il n'existe aucun mécanisme pour mener des enquêtes sur des abus perpétrés par des éléments de la police. Les forces de sécurité de l'Union ont pris part à des formations internationales pour se professionnaliser.

✓ Arrestation et détention

La loi requiert des mandats d'arrêt et prévoit que les détenus peuvent être gardés pendant 24 heures, bien que ces dispositions n'aient pas toujours été respectées dans la pratique. Le procureur général doit approuver toute période de détention supplémentaire. Un tribunal informe les détenus sur leurs droits, dont le droit de se faire assister par un avocat.

La loi prévoit la possibilité d'un mandat d'arrêt immédiat et le détenu est informé des charges à son encontre. Dans la pratique, ces droits étaient inconséquemment respectés.

Certains détenus n'ont pas été représentés ni par un avocat ni par la famille. Selon la loi, des avocats publics sont mis à la disposition des prévenus indigents, mais dans la pratique, ce n'est pas toujours le cas. Il y a un système de bail selon lequel l'individu n'est pas autorisé à sortir du pays. Avant l'opération militaire du 25 mars 2008, les détentions illégales à Anjouan constituaient un grave problème.

Après le 25 mars, le gouvernement de l'Union a détenu près de 50 dirigeants civiles et militaires issus du régime de Bacar. Tous sont restés en détention jusqu'à la fin de l'année.

La détention provisoire était un problème avec environ 20 pour cent de la population carcérale en attente du jugement pour une prolongation de la période. Suivant la loi, la détention provisoire a une durée maximum de quatre mois, mais cette période peut toujours être prolongée.

e. Refus d'un procès public équitable

La constitution et la loi prévoient une justice indépendante et en général le gouvernement a respecté ce droit. Toutefois, la corruption judiciaire pose un problème. Le Chef de l'Etat nomme par décret les magistrats. La Cour Constitutionnelle est composée de sept membres, dont un nommé par le président de l'Union, un nommé par chacun des deux Vice-présidents de l'Union, un par chacun des trois présidents de chaque île, et un par le président de l'Assemblée Nationale.

Les litiges mineurs peuvent être revus par la cour civile de première instance, mais dans la pratique, de tels litiges sont souvent réglés par les anciens du village, en dehors de la structure formelle.

✓ Procédures de jugement

La loi prévoit le droit à un procès équitable pour tous les citoyens. Selon le système légal, qui incorpore les codes légaux Français et la loi Shari'a musulmane, la plupart des procès sont ouverts au grand public, et les prévenus sont présumés innocents. Les jurys statuent sur les affaires criminelles, et il existe un processus d'appel. Les prévenus ont le droit d'être présents, d'accéder aux preuves détenues par le gouvernement et de consulter un avocat. La loi permet aux prévenus d'interroger les témoins et de présenter leurs propres témoins. Dans la pratique ces droits ont été respectés de manière inconsistante.

✓ Prisonniers et Détenus Politiques

Aucun rapport n'a indiqué l'existence de prisonniers ou détenus politiques en Grande Comore et à Mohéli; cependant, avant le 25 mars 2008, le régime de Bacar a arrêté et détenu arbitrairement des centaines de dirigeants politiques et des prisonniers, y compris 60 personnes, membres de la famille du président Sambi et

plus de 300 personnes, journalistes, intellectuels, politiciens, enseignants et d'autres personnes suspectées d'être déloyales à Bacar. Certains de ces détenus étaient retenus incognito et un détenu est mort lors de sa détention suite à des blessures infligées par torture. Après le 25 mars, tous les prisonniers arrêtés arbitrairement par le régime de Bacar ont été relâchés.

✓ **Procédures judiciaires civiles et voies de recours**

Selon la loi, il existe une justice indépendante et impartiale pour les affaires civiles. Dans la pratique, les cours formelles ne disposent pas de ressources suffisantes et sont minées par la corruption. Les remèdes administratifs étaient rarement disponibles bien que les citoyens les plus influents aient eu recours à de telles pratiques. Les ordres de la cour ne sont pas appliqués.

f. L'interférence arbitraire dans la vie privée, la famille, la résidence, ou la correspondance

La constitution et la loi interdisent de telles actions, et en général, le gouvernement a respecté ces interdictions dans la pratique.

CHAPITRE 2 : Respect pour les libertés civiles, dont:

a. La liberté d'expression et de la presse

La constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse; toutefois, le gouvernement de l'Union a partiellement limité la liberté de la presse. Jusqu'au 25 mars, le régime de Bacar à Anjouan n'a pas respecté la liberté d'expression et de la presse, et a détenu et emprisonné ceux qui ont émis des critiques à son encontre.

Les journalistes dans les trois îles se sont auto-censurés

En général, les individus en Grande Comore, Mohéli et Anjouan, après le 25 mars, pouvaient critiquer le gouvernement de l'Union sans crainte de représailles. Avant le 25 mars, les forces loyales de Bacar ont détenu des centaines de personnes qui ont critiqué le régime (voir chapitre 1.e.)

Il existe un journal officiel et quatre journaux indépendants

Le 15 janvier, les forces de sécurité de l'Union ont arrêté et interrogé pendant cinq heures de temps, El-Had

Said Omar, directeur du journal « La Gazette des Comores » pour cause de publication dans son journal d'information personnelle sur la nomination d'un officier de police aux services de renseignements de l'Union. El-Had a été relâché le même jour.

Aucune sanction n'a été retenue contre les gendarmes d'Anjouan qui ont été impliqués dans l'arrestation et la raclée des journalistes de mai 2007 ni dans l'arrestation et la détention du journaliste de la radio en la personne de Elarifou Minihadji en juin 2007.

Contrairement à l'année précédente, il n'y a pas de rapport indiquant que la police de l'Union ait saisi des journaux ou que des journalistes se soient enfuis du pays par crainte d'arrestation arbitraire.

Il y a des radios indépendantes en Grande Comore et à Mohéli et depuis le 25 mars à Anjouan également. Avant le 25 mars, Bacar n'autorisait pas les radios indépendantes. La radio du gouvernement opérait régulièrement. Les radios communautaires opéraient sans interférence du gouvernement en Grande Comore et à Mohéli comme la Radio Mayotte et la Télévision française

✓ **Liberté de l'utilisation de l'Internet**

Il n'y a eu aucune restriction du gouvernement sur l'accès à l'Internet. D'ailleurs, aucun rapport n'a indiqué que le gouvernement ait surveillé le courriel ou les *chatrooms* sur Internet. Les individus et les groupes ont pu s'engager dans l'expression pacifique de leurs points de vue via Internet, y compris le courriel.

✓ **Liberté académique et Evénements culturels**

Il n'y a eu aucune restriction du gouvernement sur la liberté académique ou les événements culturels.

b. Liberté de Réunion et d'Association Pacifique

✓ **Liberté de Réunion**

La constitution et la loi prévoient la liberté de réunion ; cependant le gouvernement n'a pas toujours respecté ce droit.

Le 27 mars, la police a lancé des gaz lacrymogènes pour disperser des centaines de manifestants devant l'Ambassade de France en Grande Comore. Les manifestants ont lancé des pierres et menaçaient des citoyens français

ainsi que d'autres étrangers. Ces manifestants soupçonnaient la France d'être impliquée dans le départ de Bacar des Comores, une accusation que le gouvernement français a nié.

Jusqu'au 25 mars, les forces de Bacar à Anjouan ont régulièrement utilisé la force et l'intimidation pour interdire les rassemblements de ceux qui les critiquaient.

✓ **Liberté d'Association**

La constitution et la loi prévoient la liberté d'association, et d'une manière générale, le gouvernement a respecté ce droit.

Jusqu'au 25 mars, les forces loyales de Bacar ont harcelé et intimidé l'opposition politique.

c. Liberté de Religion

La constitution et la loi prévoient la liberté de religion. Cependant, le gouvernement a limité ce droit dans la pratique. La constitution ne déclare pas l'Islam comme religion officielle, mais déclare que les lois doivent en être inspirées. Le prosélytisme pour toute religion autre que l'Islam est illégal et les convertis de l'Islam peuvent être poursuivis en justice par cette même loi interdisant le prosélytisme.

✓ **Abus et Discrimination au sein de la société**

Les Chrétiens Comoriens qui constituent moins d'un pour cent de la population ont continué à faire face à une intimidation et une discrimination sociale. La loi permet à des non musulmans de pratiquer leur religion mais la pression sociale a limité aux non-nationaux l'utilisation des trois églises présentes dans le pays. Les membres de famille ainsi que la communauté ont été susceptibles jusqu'à harceler ceux qui adhèrent à des confessions non-musulmanes.

Le 20 avril, des personnes non identifiées ont écrit des mots obscènes sur les murs extérieurs de l'église protestante à Moroni. Les chefs de la communauté environnante ont exprimé publiquement leur déception. Suite à cela, le 26 mai l'Assemblée Nationale a sorti une déclaration demandant aux autorités de l'Union d'ouvrir une enquête sur ces incidents. Aucune action n'a été réalisée jusqu'à la fin de l'année.

Contrairement à l'année précédente il n'y a eu aucun rapport mentionnant l'attaque des organisations caritatives catholiques.

Il n'y a eu aucune population juive connue et aucun rapport sur des actes antisémites.

Pour plus d'informations sur ce sujet, veuillez consulter le *Rapport International sur la Liberté Religieuse en 2008* à l'adresse suivante : www.state.gov/g/drl/irf/rpt.

d. Liberté de mouvement, Déplacement des personnes dans le pays, Protection des réfugiés et des apatrides.

La constitution et la loi prévoient la liberté de mouvement à l'intérieur du pays et à l'extérieur et le gouvernement les a généralement respectées dans la pratique. Toutefois, des restrictions de mouvement vers l'île d'Anjouan ont été imposées sur certains individus à cause du régime séparatiste d'Anjouan.

Jusqu'au 25 mars, Bacar a continué à interdire à ses opposants politiques de quitter l'île d'Anjouan et a refusé l'entrée à Anjouan à tous les membres du gouvernement de l'Union.

Après le mois de mars, des rapports montrent que les officiels du gouvernement interdisent des personnes alliées à Bacar à quitter le pays jusqu'à ce que leur implication ou leur complicité avec le régime de Bacar soit déterminée.

Durant l'année, l'interdiction de voyager imposée par l'Union Africaine en octobre 2007 contre Mohamed Bacar et 144 membres de son régime a été annulée.

La loi n'interdit pas l'exil forcé, mais le gouvernement n'y a pas eu recours.

Cependant, le 25 mars, Bacar et 21 membres de ses forces loyalistes ainsi que les membres de leurs familles se sont réfugiés à Mayotte où ils ont été transférés vers l'île de la Réunion. Bacar, à qui on a refusé l'asile politique en France, a accepté une offre d'asile politique au Bénin où il est resté en exil jusqu'à la fin de l'année. Les forces loyalistes de Bacar sont restées à la Réunion selon les rapports de presse.

✓ **Les personnes déplacées à l'intérieur du pays**

Des centaines d'habitants de l'île d'Anjouan ont quitté l'île durant le régime de Bacar mais ils sont tous retournés vers la fin de l'année.

✓ **Protection des réfugiés**

La loi ne prévoit pas l'octroi d'asile ou de statut de réfugié selon la Convention de 1951 de l'ONU relative aux Statuts des Réfugiés et à son Protocole de 1967, et le gouvernement n'a pas mis en place un système pour assurer la protection des réfugiés. Dans la pratique, le gouvernement a assuré une certaine protection contre le renvoi ou le retour des réfugiés vers un pays où leurs vies ou leurs libertés sont menacées.

CHAPITRE 3 : Respect des droits politiques: le droit des Citoyens de changer leur Gouvernement

La constitution et la loi accordent aux citoyens le droit de changer leur gouvernement de manière pacifique et les résidents de Grande Comore et de Mohéli ont périodiquement exercé ce droit à travers des élections libres et justes tenues sur la base du suffrage universel. Les habitants d'Anjouan ont également exercé ce droit dans des élections libres et justes tenues après l'opération militaire du 25 mars qui a conduit à l'éviction de Mohamed Bacar, ancien Président de l'île.

✓ **Elections et Participation Politique**

Anjouan a tenu le premier tour des élections du président de l'île (gouverneur) le 15 juin 2008. Il n'y a pas eu de vainqueur au premier tour donc un second tour a été organisé le 29 juin 2008 entre Mohamed Jaanfari et Moussa Toybou. Toybou est sorti vainqueur avec 52,4% des voix. Les élections ont été déclarées libres et justes par les observateurs internationaux.

La constitution prévoit une présidence par "rotation" par laquelle chaque île organise par tour des élections primaires pour les candidats présidentiels. En 2006 le tour est passé à Anjouan. Les 12 candidats aux élections présidentielles devaient être des natifs de l'île d'Anjouan pour participer aux élections primaires. Parmi les 12 candidats, les électeurs d'Anjouan ont choisi trois candidats qui ont concouru au niveau national au cours de laquelle Ahmed Abdallah Mohamed Sambi est sorti vainqueur.

Les élections ont été déclarées libres et justes par les observateurs internationaux. L'investiture du Président Sambi en mai 2006 a été la première passation de pouvoir pacifique et démocratique dans l'histoire du pays. Ainsi la constitution limite, par île, qui peut être candidat à l'élection présidentielle. Mis à part le principe de rotation, chacun est libre de se présenter aux élections présidentielles.

Grande Comore et Mohéli ont organisé le premier et deuxième tour des élections des présidents des îles (gouverneurs) en juin 2007 ; les deux élections ont été considérées comme étant libres et justes.

Plus de 20 partis politiques ont tenu leurs activités sans aucune restriction et ont critiqué ouvertement le Gouvernement de l'Union.

Il y avait **une femme parmi les 33 membres de l'Assemblée Nationale**. Il n'y a pas de minorités dans les fonctions de hauts niveaux.

✓ **Corruption au sein du Gouvernement et Transparence**

La corruption a constitué un problème grave. La loi prévoit des peines pénales aux responsables officiels corrompus; mais le gouvernement n'a pas mis en œuvre avec efficacité cette loi et des responsables se sont souvent engagés dans des pratiques corrompues en toute impunité. Des diplomates résidents, des membres du système de l'ONU et d'autres agences humanitaires ont indiqué que la corruption à petite échelle a été pratique courante à tous les niveaux du service public en dépit de la campagne de lutte contre la corruption lancée par le gouvernement en 2006. Des opérateurs du secteur privé ont indiqué que la corruption et le manque de transparence constituaient des problèmes.

Contrairement aux années précédentes, le gouvernement n'a pas poursuivi en justice des hauts responsables accusés de corruption. Le Ministère de la Justice de l'Union est en charge de la lutte contre la corruption. Les fonctionnaires ne font pas l'objet d'une loi en ce qui concerne la déclaration de leurs biens financiers.

Aucune loi ne prévoit l'accès du public aux informations concernant le gouvernement. Ceux ayant des relations personnelles ou des liens de travail avec des responsables gouvernementaux peuvent généralement accéder aux informations concernant le gouvernement, ce qui n'a pas été le cas pour le grand public.

CHAPITRE 4 : Attitude du gouvernement concernant les investigations internationales et non gouvernementales sur des allégations de violations des droits de l'homme

Une organisation locale et certaines organisations non gouvernementales internationales (ONG) ont opéré sans aucune restriction du gouvernement, menant des enquêtes et publiant leurs rapports concernant les droits de l'homme. Les responsables gouvernementaux ont été coopératifs et réceptifs à leurs points de vue.

Le gouvernement a coopéré avec les organisations gouvernementales internationales et a permis des visites par des représentants des Nations Unies et d'autres organisations durant l'année.

CHAPITRE 5 : Discrimination, Abus dans la société, et Traite de personnes

La loi interdit la discrimination basée sur la race, le genre, l'handicap, la langue ou le statut social. Cependant, les femmes ont fait l'objet d'une discrimination.

✓ Les Femmes

Le viol est illégal, passible de cinq à dix ans d'emprisonnement ou jusqu'à quinze ans si la victime est âgée de moins de 15 ans. Le gouvernement n'a pas fait montre d'efficacité dans l'application des lois sur le viol. La loi ne stipule rien de spécifique concernant le viol par l'époux.

La loi interdit la violence domestique mais, le gouvernement n'a pris aucune action pour combattre la violence contre les femmes. Bien que dans de tels cas les femmes peuvent chercher une protection devant les tribunaux, les autres membres de la famille ou les doyens des villages ont d'habitude résolu de tels problèmes.

La prostitution est illégale et n'était pas pratiquée ouvertement dans les endroits publics, à l'exception de certains hôtels fréquentés par des étrangers. Les arrestations pour prostitution sont rares.

Le harcèlement sexuel est illégal et passible d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans. De tels harcèlements ont constitué un problème commun, même si

peu de victimes se sont exprimées à cause de la pression au sein de la société.

La loi prévoit l'égalité des personnes, et en général, les droits concernant l'héritage et la propriété ne font aucune discrimination contre les femmes. Les hommes ont gardé le rôle dominant dans la société, bien que la tradition patriarcale ait accordé certains droits aux femmes, particulièrement en termes de propriété foncière. La discrimination contre les femmes au sein de la société a été la plus évidente dans les milieux ruraux où les femmes ont été responsables de la culture et des enfants et ont peu d'opportunités pour l'éducation et l'emploi rémunéré. Dans les centres urbains, un nombre grandissant de femmes ont eu un emploi, et ont généralement gagné des salaires comparables à ceux des hommes occupant des postes similaires. Cependant, peu de femmes ont occupé des postes de responsabilité dans le monde des affaires. La loi n'oblige pas les femmes à se couvrir la tête, mais nombreuses femmes ont subi une pression de la société en ce sens.

✓ **Les enfants**

Le gouvernement n'a pris aucune action spécifique pour protéger ou promouvoir le bien-être des enfants et n'applique pas les dispositions légales qui abordent les droits des enfants et leur bien-être.

L'enseignement est obligatoire jusqu'à l'âge de 12 ans, mais pas gratuit. Pendant l'année scolaire, les grèves des enseignants pour non paiement de leurs salaires ont perturbé l'enseignement à plusieurs reprises. En général, les garçons ont eu plus accès aux écoles que les filles.

Bien qu'il n'y ait pas de chiffres officiels, l'abus des enfants était commun et se passait souvent arrivé quand les familles pauvres envoyaient leurs enfants travailler dans des familles plus aisées. En 2002 un rapport émanant de l'UNICEF indique que l'abus des enfants, y compris les abus sexuels, était très répandu et se passaient souvent à la maison. Il y avait également des rapports indiquant que des professeurs violaient leurs étudiants.

La prostitution infantile et la pornographie mettant en scène des enfants sont illégales. La loi considère comme mineurs les enfants non mariés âgés de moins de 18 ans, et ils jouissent d'une protection légale contre l'exploitation sexuelle, la prostitution et la pornographie. Il n'y a eu aucune statistique sur ces

sujets, mais ils n'ont pas été considérés comme étant des problèmes graves.

✓ **Traite de personnes**

La loi n'interdit pas la traite de personnes; toutefois, aucun rapport n'a indiqué que des personnes ont fait l'objet de trafic vers, en provenance, ou dans le pays.

Le rapport annuel du Département d'Etat sur la traite des personnes se trouvent à l'adresse www.state.gov/g/tip.

✓ **Les handicapés**

Il n'existe aucune loi autorisant l'accès aux bâtiments pour les handicapés ou interdisant la discrimination dans l'emploi et les services publics.

Le centre pour handicapés du pays, sis en Grande Comore, a été administré par une ONG. Le centre a importé des fauteuils roulants et des prothèses pour les handicapés.

✓ **Autres abus et discrimination dans la société**

Il n'y a eu aucun rapport sur la discrimination à l'encontre des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Les homosexuels n'ont pas discuté de leur orientation sexuelle en public, à cause de la pression de la société.

CHAPITRE 6 : Droits des travailleurs

a. Le droit d'association

La loi permet aux travailleurs de former et de rejoindre des syndicats de leur choix, sans aucune autorisation préalable ni condition excessive et dans la pratique, nombreux parmi la main d'œuvre rémunérée y ont procédé. Des enseignants, des fonctionnaires, des chauffeurs de taxi et des dockers ont formé leurs syndicats. La loi permet aux syndicats de mener leurs activités sans interférence du gouvernement et les autorise à faire la grève et dans la pratique les travailleurs ont exercé ce droit.

Il n'y a aucune loi protégeant les grévistes contre les représailles, mais aucun cas de représailles n'a été signalé.

Le code du travail, qui a été rarement appliqué, ne comprend aucun système pour résoudre les conflits concernant la main d'œuvre.

b. Le droit de s'organiser et de faire une convention collective

Les syndicats ont le droit de procéder à une convention collective, bien que les employeurs déterminent les salaires dans le petit secteur privé, et le gouvernement, particulièrement les ministères des finances et du travail, les déterminent dans le secteur public plus vaste.

La loi n'interdit pas la discrimination par les employeurs contre les syndiqués dans les pratiques de recrutement.

Il n'y a pas de zones franches.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire par des adultes avec certaines exceptions pour le service militaire obligatoire, le service communautaire, les accidents, les incendies et les catastrophes. Le service de protection civile de l'Union peut forcer des individus à effectuer des tâches suite à une catastrophe s'il n'a pas réussi à obtenir assez d'assistance volontaire; toutefois, ce cas ne s'est jamais présenté. Il n'y a aucune interdiction spécifique contre le travail forcé ou obligatoire pour les enfants, et certains rapports ont indiqué que de tels cas ont existé.

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour le recrutement

Des lois protégeant les enfants contre l'exploitation dans les milieux du travail existent mais, le gouvernement n'a pas mis en vigueur ces lois. La loi définit à 15 ans l'âge minimum pour l'emploi. Des enfants ont travaillé dans l'agriculture de subsistance et la pêche et dans le secteur informel en vendant des objets le long des routes ainsi que l'extraction et la vente du sable de mer. Certains enfants travaillent dans des conditions difficiles particulièrement dans le travail domestique et dans l'agriculture. Certaines écoles coraniques font en sorte de donner une éducation aux enfants démunis en échange de l'accomplissement de travaux qui, à certains moments, sont difficiles.

Certaines familles ont placé leurs enfants dans les foyers de familles plus aisées où ils ont travaillé en échange de nourriture, abri ou opportunités d'enseignement. Plusieurs enfants n'ont pas été rémunérés pour le travail qu'ils ont fait. Le Ministère du Travail au sein du gouvernement est responsable de l'application des lois sur le travail des enfants, mais ce dernier n'a pas assumé ce rôle activement.

e. Conditions de travail acceptables

Un arrêté ministériel a fixé le salaire minimum à 30 000 francs comorien par mois (\$83). Pourtant les gouvernements de l'Union et des îles n'appliquent pas le salaire minimum. Les syndicats ont l'autorité de négocier de facto le salaire minimum pour différents niveaux de travailleurs. Dans la pratique, les syndicats appliquent de facto le principe du salaire minimum grâce à leur droit de grève contre leurs employeurs.

Malgré les grèves et autres protestations, le gouvernement de l'Union n'a pas été en mesure de payer les employés du gouvernement, y compris les responsables gouvernementaux au niveau le moins élevé, les enseignants, et le personnel médical, pendant plusieurs mois suite à des difficultés budgétaires.

La loi spécifie une semaine de 37½ heures de travail, un jour de congé par semaine et un mois de vacance payé par an. Selon la loi, les travailleurs sont rémunérés une fois et demie de plus pour les heures supplémentaires. Il n'y a aucune interdiction contre les heures supplémentaires excessives ; cependant, le manque d'électricité a empêché les employés d'effectuer des heures supplémentaires dans tous les domaines des affaires. Ces lois, comme tant d'autres, n'ont pas été appliquées. Les employeurs, surtout le gouvernement, ont été souvent négligents pour le paiement des salaires.

Aucune norme de sûreté ou de santé n'a été établie pour les lieux de travail. En général, les travailleurs ne pouvaient pas quitter une situation présentant un danger pour leur sûreté ou leur santé sans mettre en jeu leur emploi.